

N° 587 – 20 MAI 2010

pointeuse **Jusqu'où?**

LE SNCTA APPELLE LES POUVOIRS PUBLICS A ENVOYER RAPIDEMENT DES MESSAGES D'OUVERTURE. JOUR APRES JOUR, CHACUN CONSTATE ET SUBIT LES CONSEQUENCES DE PRATIQUES EXCESSIVES. RESULTAT, LA CONFIANCE DISPARAIT AU PROFIT DE SUSPICIONS MALSAINES DEBOUCHANT SUR UNE DEFIANCE TOTALE. LA SOUPLESSE INDISPENSABLE A NOTRE METIER OPERATIONNEL LAISSE PLACE A UN RIGORISME PENALISANT POUR TOUS. CES PERIODES D'AGITATIONS ET DE TENSIONS SOCIALES SONT INQUIETANTES DANS UN DOMAINE QUI IMPOSE DE LA SERENITE. JUSQU'OU VA NOUS MENER CETTE SITUATION ?

Il y a quelques semaines, l'action concertée de plusieurs syndicats a déjà permis de transformer une injonction politique en groupes de travail sur le service minimum et sur un système d'astreintes opérationnelles. Deux groupes dont chacun semble aujourd'hui mesurer l'intérêt. Sur la pointeuse en revanche, l'administration est restée sourde à nos appels au dialogue et l'impose de manière autoritaire et unilatérale.

Poursuivant son action, le SNCTA a interpellé les administrations et les responsables politiques du Gouvernement sur ce sujet. L'application des règles doit se faire avec un minimum de souplesse et permettre des adaptations afin que nous puissions apporter aux usagers un niveau optimal de sécurité et une réponse ajustée à la demande de trafic.

Dans les centres, le SNCTA reste mobilisé pour exprimer, dans le respect des personnes et dans le cadre premier de nos missions de sécurité et de service public, les inquiétudes réelles de tous les contrôleurs, en salle ou hors-salle, et rejeter la manière avec laquelle le politique tente de mettre l'opérationnel sous le joug technocratique. Les décideurs doivent entendre que seuls la concertation et le travail dans le temps permettront d'apporter des réponses réalistes et efficaces.

La situation appelle plus que jamais à la responsabilité. Il faut que les autorités publiques envoient des signes d'ouverture. Le Gouvernement doit entendre que le SNCTA et les personnels ne sont pas sourds aux mutations que nous impose la société, mais qu'ils ne peuvent se résoudre, après 25 ans de mesures débattues et concertées, d'être (dé) considérés de cette manière. **Les Pouvoirs Publics doivent revenir à plus de raison pour permettre aux contrôleurs de poursuivre sereinement leur mission.**